

GAZETTE DES TRIBUNAUX

ABONNEMENT:

PARIS ET LES DÉPARTEMENTS:

Un an, 72 fr.

Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.

ÉTRANGER:

Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 3.

au coin du quai de l'Horloge
à Paris.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.



(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

ACTES OFFICIELS. — Nominations judiciaires.

Justice civile. — *Cour de cassation* (ch. des requêtes).

Bulletin: Acte de société; précédées de l'un des associés; clause de continuation; vente par l'héritier de l'associé précédé de sa part dans la société; droit de mutation. — Jugement par défaut; sa légalité; péremption pour inexécution dans les six mois. — Succession; droit de mutation immobilière; bases d'évaluation de la propriété par le revenu. — *Cour impériale de Paris* (1^{re} et 2^e ch. réunies): Filiation naturelle; recherche de maternité; preuve. — *Cour impériale de Paris* (4^e ch.): Partage; succession; lotissement; homologation; erreur; demande en rectification; rejet. — *Cour impériale de Metz* (chambre civile): Contrainte par corps; somme inférieure à 1,500 francs; appel du créancier auquel la contrainte a été refusée; non-recevabilité.

Justice criminelle. — *Tribunal correctionnel de Paris* (6^e ch.): Les deux Cartouche; contrefaçon.

CANONIQUE.

ACTES OFFICIELS.

NOMINATIONS JUDICIAIRES.

Par décret impérial, en date du 15 avril, sont nommés:

Conseiller à la Cour impériale de Paris, M. Puissan, vice-président au Tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Jourdain, décédé.

Vice-président au Tribunal de première instance de la Seine, M. Bonnefoy des Aulnais, juge d'instruction au même siège, en remplacement de M. Puissan, qui est nommé conseiller.

Juge au Tribunal de première instance de la Seine, M. Feugère-Desforts, juge suppléant chargé des ordres au même siège, en remplacement de M. Bonnefoy, qui est nommé vice-président.

Juge suppléant au Tribunal de première instance de la Seine, M. Pierre-Charles Mahler, avocat, en remplacement de M. Feugère-Desforts, qui est nommé juge.

Conseiller à la Cour impériale de Paris, M. Portier, substitut du procureur général près la même Cour, en remplacement de M. Noël du Payrat, décédé.

Substitut du procureur général près la Cour impériale de Paris, M. Pinard, substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de la Seine, en remplacement de M. Portier, qui est nommé conseiller.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de la Seine, M. Senart, procureur impérial près le siège de Joigny, en remplacement de M. Pinard, qui est nommé substitut du procureur général.

Procureur impérial près le Tribunal de première instance de Joigny (Yonne), M. Bergognié, procureur impérial près le siège d'Arcis-sur-Aube, en remplacement de M. Senart, qui est nommé substitut du procureur impérial à Paris.

Procureur impérial près le Tribunal de première instance d'Arcis-sur-Aube (Aube), M. Perrot de Chézelles, substitut du procureur impérial près le siège d'Auxerre, en remplacement de M. Bergognié, qui est nommé procureur impérial à Joigny.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance d'Auxerre (Yonne), en remplacement de M. Perrot de Chézelles, qui est nommé procureur impérial, M. Rossard de Mianville, nommé substitut du procureur impérial à Chartres, par décret du 26 février 1859.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Chartres (Eure-et-Loir), M. Noël du Payrat, substitut du procureur impérial d'Étampes, en remplacement de M. Rossard de Mianville.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance d'Étampes (Seine-et-Oise), M. Julien, substitut du procureur impérial près le siège de Tonnerre, en remplacement de M. Noël du Payrat, qui est nommé substitut du procureur impérial à Chartres.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Tonnerre (Yonne), M. Antoine-François Pagès, avocat, docteur en droit, en remplacement de M. Julien, qui est nommé substitut du procureur impérial à Étampes.

Président du Tribunal de première instance de Tonnerre (Yonne), M. Prou, président du siège de Châteaudun, en remplacement de M. Rétif, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite (loi du 9 juin 1853), art. 11, § 3, et nommé président honoraire.

Président du Tribunal de première instance de Châteaudun (Eure-et-Loir), M. Rayé du Perret, juge au siège d'Auxerre, en remplacement de M. Prou, qui est nommé président à Tonnerre.

Procureur impérial près le Tribunal de première instance de Neufchâtel (Seine-Inférieure), M. Antin, substitut du procureur impérial près le siège d'Yvetot, en remplacement de M. Berenger, qui a été nommé substitut du procureur-général.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance d'Yvetot (Seine-Inférieure), M. Capperon, substitut du procureur impérial près le siège de Bernay, en remplacement de M. Antin, qui est nommé procureur impérial.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Bernay (Eure), M. Georges-Pierre-Victor Thérèse, avocat, docteur en droit, en remplacement de M. Capperon, qui est nommé substitut du procureur impérial à Yvetot.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Grenoble (Isère), M. Dieu-Labrousse, substitut du procureur impérial près le siège de Gap, en remplacement de M. Giraud, qui a été nommé juge.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Gap (Hautes-Alpes), M. Charpin, substitut du procureur impérial près le siège de Die, en remplacement de M. Dieu-Labrousse, qui est nommé substitut du procureur impérial à Grenoble.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Die (Drôme), M. Armand-Augustin Quinon, avocat, docteur en droit, en remplacement de M. Charpin, qui est nommé substitut du procureur impérial à Gap.

Juge au Tribunal de première instance de Calvi (Corse), M. Casanelli d'Istria, juge d'instruction au siège d'Aubusson, en remplacement de M. Guelfucci, qui a été nommé juge à Alger.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Sens (Yonne), M. Moisson, substitut du procureur impérial près le siège de Bar-sur-Seine, en remplacement de M. Rossard de Mianville.

Substitut du procureur impérial près le Tribunal de première instance de Bar-sur-Seine (Aube), M. Rétif, juge suppléant au siège de Mantes, en remplacement de M. Moisson, qui est nommé substitut du procureur impérial à Sens.

Le même décret porte:

M. Casanelli d'Istria, nommé, par le présent décret, juge au Tribunal de première instance de Calvi (Corse), remplira au même siège les fonctions de juge d'instruction, en remplacement de M. Guelfucci.

Voici les états de services des magistrats compris au décret qui précède:

M. Puissan: 3 avril 1834, juge suppléant à Paris; — 8 mars 1839, juge au même siège; — 28 janvier 1854, vice-président au même siège.

M. Bonnefoy des Aulnais: juge au Tribunal de la Seine; — 6 décembre 1830, juge d'instruction au même siège.

M. Feugère-Desforts: 30 décembre 1832, juge suppléant au Tribunal de la Seine.

M. Portier: 19 février 1848, substitut au Tribunal de la Seine; — 4 février 1849, substitut du procureur-général à la Cour de Paris.

M. Pinard: 2 mai 1849, substitut à Tonnerre; 12 décembre 1851, substitut à Troyes; — 30 décembre 1852, substitut à Reims; — 29 octobre 1853, substitut au Tribunal de la Seine.

M. Senart: juge suppléant à Sainte-Mencheville; — 7 avril 1852, substitut au même siège; — 22 mars 1856, substitut à Melun; — 30 janvier 1858, procureur impérial à Joigny.

M. Bergognié: 30 juillet 1854, juge suppléant à Meaux; — 11 février 1854, substitut à Nogent-le-Rotrou; — 8 novembre 1857, procureur impérial à Arcis-sur-Aube.

M. Perrot de Chézelles: 9 août 1854, substitut à Epernay; — 8 octobre 1856, substitut à Auxerre.

M. Rossard de Mianville: 11 février 1854, substitut à Sens; — 26 février 1859, substitut à Chartres.

M. Noël du Payrat: 11 février 1854, substitut à Bar-sur-Seine; — 16 avril 1856, substitut à Étampes.

M. Julien: 5 mars 1853, substitut à Nogent-sur-Seine; — 8 novembre 1857, substitut à Tonnerre.

M. Prou: 13 décembre 1841, juge à Sens; — 15 janvier 1847, juge d'instruction au même siège; — 30 décembre 1857, président du Tribunal de Châteaudun.

M. Rayé du Perret: juge suppléant à Beauvais; — 1^{er} juillet 1843, substitut à Péronne; — 6 décembre 1859, juge à Péronne; — 3 février 1853, juge à Charleville; — 27 janvier 1853, juge d'instruction au même siège; — 24 novembre 1855, juge à Auxerre.

M. Antin: 12 avril 1856, substitut à Yvetot.

M. Capperon: 1^{er} octobre 1853, substitut à Bernay.

M. Dieu-Labrousse: 22 mars 1853, substitut à Saint-Marcelin; — 10 janvier 1857, substitut à Gap.

M. Charvin: 40 janvier 1857, substitut à Die.

M. Casanelli d'Istria: 22 septembre 1854, juge à Aubusson.

M. Moisson: 14 mars 1853, juge suppléant à Mantes; — 3 février 1853, juge suppléant à Auxerre; — 30 janvier 1856, substitut à Bar-sur-Seine.

M. Rétif: 3 février 1853, juge suppléant à Mantes.

Par un autre décret en date du 15 avril, sont nommés: Juges de paix:

De la Tremblade, arrondissement de Marennes (Charente Inférieure), M. Pougnaud, suppléant actuel, conseiller d'arrondissement, ancien adjoint au maire, ancien notaire, en remplacement de M. Manière, qui a été nommé juge au Tribunal de première instance de Castres; — d'Étampes, arrondissement de Montreuil (Pas-de-Calais), M. Arnouts, licencié en droit, suppléant du juge de paix de Lillers, conseiller municipal, ancien notaire, en remplacement de M. Messager, démissionnaire; — de Lourdes, arrondissement de ce nom (Hautes-Pyrénées), M. Cousté, juge suppléant au Tribunal de Lourdes, en remplacement de M. Duprat, décédé; — Du 3^e arrondissement d'Amiens (Somme), M. Rouget, juge de paix de Donzy, en remplacement de M. Duval, décédé; — De Collobrières, arrondissement de Toulon (Var), M. Martin, suppléant actuel, en remplacement de M. Salin, démissionnaire.

Suppléants de juges de paix:

Du canton d'Ebreuil, arrondissement de Gannat (Allier), M. Pierre-Urbain Brunet, ancien adjoint au maire; — Du canton d'Estissac, arrondissement de Troyes (Aube), M. Louis-Casimir-Désiré Pailley, notaire. — Du canton de la Chapelle d'Angillon, arrondissement de Sancerre (Cher), M. Sébastien-Félix Porcheron, notaire; — Du canton de Sancerre, arrondissement de ce nom (Cher), M. François-Eugène Supplisson, ancien notaire, membre du conseil d'arrondissement; — Du 2^e arrondissement de Bastia (Corse), M. François-Antoine Agostini, avocat; — Du canton d'Amancey, arrondissement de Besançon (Doubs), M. Anatole-Joseph-Marcel Marchal, conseiller municipal, ancien maire; — Du canton de Nonancourt, arrondissement d'Évreux (Eure), M. François-Just Dalongeville; — Du canton de Méze, arrondissement de Montpellier (Hérault), M. Georges-François-Marie-Edmond Privat, licencié en droit; — Du canton de Monthozon, arrondissement de Tours (Indre-et-Loire), M. Gabriel Renault, maire; — Du canton de Cholet, arrondissement de Beaupréau (Maine-et-Loire), M. Gustave-René-Auguste-Adolphe Bouteiller Saint-André, ancien notaire, ancien maire, membre du conseil général; — Du canton de Nivillers, arrondissement de Beauvais (Oise), M. Charles Delaherche, ancien adjoint au maire de Crocy; — Du canton de Carrouges, arrondissement d'Alençon (Orne), M. Jean-François Neveu, notaire, ancien suppléant de juge de paix; — Du canton de Leus, arrondissement de Béthune (Pas-de-Calais), M. Pierre-François Brasse, maire de Bully-Grenay.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. des requêtes).

Présidence de M. Nicias-Gaillard.

Bulletin du 18 avril.

ACTE DE SOCIÉTÉ. — PRÉDÉCÉES DE L'UN DES ASSOCIÉS. — CLAUSE DE CONTINUATION. — VENTE PAR L'HÉRITIÉR DE L'ASSOCIÉ PRÉDÉCÉ DE SA PART DANS LA SOCIÉTÉ. — DROIT DE MUTATION.

L'acte de société par lequel il a été stipulé, conformément à l'article 1863 du Code Napoléon, que si l'un des associés vient à décéder pendant la durée de la société, il sera fait inventaire pour constater à ce moment l'actif social qui appartiendra aux associés survivants, à l'égard desquels la société continuera de subsister, à la charge de payer aux héritiers de l'associé prédécédé la part re-

venant à celui-ci dans l'actif constaté; cet acte, disons-nous, constitue à son origine une vente ou cession donnant ouverture au droit proportionnel de transmission, lorsque la condition suspensive et non résolutoire qu'il renferme vient à se réaliser. Il y a en effet cession de droits, puisque l'intérêt qu'auront les associés survivants dans les bénéfices de la société sera d'un quart au lieu d'un cinquième seulement qui leur aurait appartenu sans le prédécès du cinquième associé.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Ferey, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Raynal, plaidant, M^{re} Dupont, du pourvoi des sieurs Bernoville et coassociés contre un jugement en dernier ressort du Tribunal civil de la Seine, du 13 février 1858.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — SA LÉGITIMITÉ. — PÉREMPTION POUR INEXÉCUTION DANS LES SIX MOIS.

I. Un jugement par défaut qui, dans son ensemble, renferme les diverses énonciations qui constituent les jugements, bien qu'elles n'y soient pas placées d'une manière méthodique, n'en est pas moins valable comme jugement. Au surplus, en supposant qu'il contint une irrégularité sous ce rapport, il n'en devrait pas moins être maintenu si, comme dans l'espèce, la partie défaillante ne l'a pas attaquée dans les délais légaux, les voies de nullité de plein droit n'ayant pas lieu en France.

II. La partie défaillante n'est pas fondée à demander la péremption du jugement par défaut rendu contre elle pour inexécution dans les six mois, lorsqu'il est constaté qu'après signification et commandement fait en parlant à sa personne, et après qu'il a été dressé un procès-verbal de carence avant l'expiration du délai ci-dessus, elle a elle-même signé ce procès-verbal. Il résulte, en effet, de cette constatation que le jugement a été exécuté, et que la partie en a connu l'exécution; ce qui satisfait aux prescriptions des art. 156 et 159 du Code de procédure.

Rejet, au rapport de M. le conseiller de Belleyne, et sur les conclusions conformes du même avocat-général, plaidant, M^{re} Bosviel, du pourvoi du sieur Camau contre un arrêt de la Cour impériale de Bordeaux du 25 janvier 1858.

SUCCESSION. — DROIT DE MUTATION IMMOBILIÈRE. — BASES D'ÉVALUATION DE LA PROPRIÉTÉ PAR LE REVENU.

En matière de mutation immobilière et lorsqu'il s'agit d'apprécier le revenu d'une maison pour l'évaluation de la propriété et pour l'assiette du droit proportionnel d'enregistrement, doit-on prendre pour base le revenu net, déduction faite des non-valeurs locatives et des frais d'entretien, ou le revenu brut sans déduction d'aucunes charges?

Le redevable prétendait qu'il ne devait avoir égard qu'au revenu net, et la régie soutenait le système contraire en se fondant sur l'article 15, n^o 7, de la loi du 22 frimaire an VII.

Le Tribunal civil d'Apt, par jugement en dernier ressort du 3 février 1858, avait donné gain de cause au redevable et condamné la prétention de la régie.

Celle-ci s'est pourvue en cassation pour violation de l'article 15, n^o 7, de la loi de frimaire an VII, et son pourvoi a été admis, au rapport de M. le conseiller d'Ubbexi, qui était dans le sens du rejet, et sur les conclusions également contraires au pourvoi de M. l'avocat-général Raynal, plaidant M^{re} Moutard-Martin.

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (1^{re} et 2^e ch. réunies).

Présidence de M. de Vergès.

Audiences solennelles des 11 et 18 avril.

FILIACTION NATURELLE. — RECHERCHE DE MATERNITÉ. — PREUVE.

Le commencement de preuve par écrit exigé de l'enfant naturel qui exerce l'action en recherche de maternité résulte suffisamment d'actes par lesquels la mère se serait engagée à fournir des secours à cet enfant, encore que cette mère, alors mariée, ait fait annuler par justice ces actes comme souscrits sans l'autorisation de son mari.

M^{re} Pijon, avocat de M. et M^{me} Bouyat, expose les faits suivants:

M^{me} Victoire-Charlotte Leboq était veuve du sieur Leclère, carrier, lorsque, le 22 décembre 1826, elle mit au monde, à l'hospice Saint-Louis, une fille, qui fut portée le lendemain 23 décembre à l'hospice des Enfants-Trouvés, et inscrite, ce même jour 23 décembre, sur les registres de l'état civil du 5^e arrondissement de Paris, sous le nom de Victoire, avec indication dans l'acte du nom, de l'âge et du domicile de la mère. Une nourrice fut chargée de l'enfant, qui fut emportée par cette nourrice en province. La mère en demanda plusieurs fois des nouvelles; elle fut informée plus tard que l'enfant était morte.

Après un intervalle de vingt-neuf ans, écoulés sans nul indice de l'existence de cette enfant, intervalle pendant lequel la veuve Leclère avait épousé le sieur Bouyat, en 1839, un homme d'affaires se présenta chez elle, accompagné d'une femme d'environ trente ans, qu'il prétendit être la fille de M^{me} Bouyat, et, sous la menace d'un procès d'autant plus scandaleux, que M^{me} Bouyat avait gardé le silence sur son passé vis-à-vis de son mari, il contraindit M^{me} Bouyat à signer, en lui conduisant la main (car elle ne sait ni lire ni écrire), un acte, à la date du 6 avril 1853, portant promesse de payer à sa cliente, qu'il appelait Victoire Leboq, une somme de 30 francs par mois.

Il alla jusqu'à faire souscrire cette même promesse, le 1^{er} mai 1856, par ses deux filles, l'une mineure, l'autre mariée, M^{me} Bouyat.

La prétendue Victoire Leboq n'était autre qu'une fille Mercy, portant le nom d'une femme qui l'avait élevée, auprès de laquelle elle avait vécu jusqu'à l'âge de dix-huit ans, et qu'elle n'avait quittée que pour devenir domestique. Ce nom de Leboq, elle ne l'avait ajouté à son nom de Mercy que, lorsque, d'accord avec la femme Mercy, elle avait tenté de se faire passer pour l'enfant dont la veuve Leclère était accouchée le 22 décembre 1826. Et cependant la femme Mercy n'avait jamais réclamé aucune indemnité, soit à l'hospice, soit à qui que ce fût, pour les soins qu'elle avait donnés à la prétendue fille Leboq pendant dix-huit ans.

M^{me} Bouyat crut devoir apprendre à son mari la persécution dont elle avait été l'objet, et la signature qui lui avait été arrachée de la promesse de pension de 30 fr. par mois.

M. Bouyat forma alors une demande en nullité des actes souscrits par sa femme et ses filles, sans autorisations maritales à l'égard de deux d'entre elles, et en minorité quant à la

troisième.

La fille Mercy répondit par une demande reconventionnelle, motivée sur sa qualité prétendue de fille naturelle de M^{me} Bouyat, et tendant à l'allocation d'une pension alimentaire de 600 francs.

Un jugement du 14 mai 1857 annula les actes, et repoussa la demande reconventionnelle comme non justifiée.

La fille Mercy a interjeté appel, en même temps elle a porté devant le Tribunal de première instance, contre M^{me} Bouyat, une demande en recherche et déclaration de maternité.

M. et M^{me} Bouyat ont excipé de la litispendance résultant de l'appel de la fille Mercy, appel qui avait saisi la Cour de la question même posée par la nouvelle demande. En outre, les parties ont respectivement proposé des articulations dont elles ont offert la preuve testimoniale, et M^{me} Mercy a produit un acte de notoriété, du 9 juin 1857, qui aurait pour objet d'établir son identité avec l'enfant de M^{me} Bouyat, acte qui est dû aux démarches faites par la femme Mercy auprès de ses amis et voisins.

Sur le tout, le Tribunal a prononcé, le 9 décembre 1858, le jugement suivant:

« Le Tribunal,

« Sur l'exception de litispendance:

« Attendu que la demande nouvelle de Victoire Leboq est complètement indépendante de celle dont la Cour impériale est saisie;

« Sur la fin de non-recevoir tirée de ce que Victoire Leboq ne produisant pas un commencement de preuve par écrit, ne peut être admise à se prévaloir des documents et présomptions sur lesquels elle s'appuie pour établir qu'elle est fille de Charlotte Leboq, aujourd'hui femme Bouyat:

« Attendu qu'un acte signé de Charlotte Leboq contient l'engagement par elle de fournir des secours à la demanderesse;

« Que Charlotte Leboq soutient, il est vrai, que sa signature lui a été arrachée à l'aide du dol et d'une sorte de violence morale, mais que ses allégations ne sont nullement justifiées;

« Qu'au contraire, il résulte des documents du procès qu'elle l'a apposée librement et volontairement;

« Que l'acte susénoncé présente incontestablement les caractères d'un commencement de preuve par écrit;

« Au fond:

« Attendu qu'il est établi par un acte inscrit sur les registres de l'état civil du 5^e arrondissement de la ville de Paris, le 23 décembre 1826, que la veuve, Charlotte Leboq a mis au monde une fille à laquelle elle a donné le prénom de Victoire; qu'il est constaté que cette enfant a été portée le même jour, 23 décembre, à l'hospice des Enfants-Trouvés;

« Qu'il résulte d'un acte de notoriété en bonne forme, dressé le 9 juin 1857, que la demanderesse est la même personne que celle à laquelle s'appliquait l'acte de naissance susénoncé;

« Que cet acte de notoriété est corroboré par de nombreux documents sérieux, lesquels se rapportant aux différentes époques de la vie de Victoire Leboq ne laissent aucun doute sur son identité;

« Attendu qu'il suit de ce qui précède que :

Victoire Leboq est complètement justifiée;

« Attendu que les faits étant dès à présent certains, il est inutile d'ordonner les enquêtes offertes par les parties, lesquelles n'auraient pour résultat que d'occasionner des frais frustratoires;

« Sans s'arrêter ni avoir égard soit aux exceptions proposées par la femme Bouyat, lesquelles sont déclarées inadmissibles, soit aux conclusions des parties tendant à obtenir l'autorisation de prouver par témoins les faits par elle articulés;

« Dit que Victoire Leboq est l'enfant dont la naissance est constatée par l'acte du 23 décembre 1826, et qu'elle est par conséquent la fille naturelle de Charlotte Leboq, aujourd'hui femme Bouyat;

« Condamne la femme Bouyat aux dépens, dont le recouvrement sera poursuivi par l'administration de l'enregistrement conformément à l'article 18 de la loi du 22 janvier 1851. »

M^{re} Pijon, discutant ce jugement, établit que l'exception de litispendance était admissible, la demande en pension alimentaire indiquant nécessairement la réclamation de la maternité.

Au fond, sur cette réclamation, ajoute l'avocat, un commencement de preuve par écrit devrait être produit par la demanderesse; ce commencement de preuve par écrit ne résulte pas de l'engagement de la femme Bouyat, relatif à une pension alimentaire, engagement qui ne dit pas un mot de la prétendue maternité, et qui a d'ailleurs été annulé par la justice, annulation due tout à la fois à la contrainte qui y avait présidé et au défaut des autorisations légalement indispensables.

On ne saurait, du reste, qualifier commencement de preuve par écrit l'acte de naissance, qui n'a aucun des caractères que prescrit la loi, ni l'acte de notoriété, d'une date récente, qui n'a aucune des garanties d'une enquête, laquelle elle-même ne serait pas proposable, en cette matière, par la demanderesse, à défaut de commencement de preuve par écrit. (Code Nap., 336.)

En terminant, M^{re} Pijon conclut subsidiairement, pour le cas où l'acte invoqué par la demanderesse serait considéré comme un commencement de preuve par écrit, à la preuve des articulations proposées par M^{me} Bouyat et qui résulte de l'exposé fait par l'avocat.

M^{re} Dutertre a soutenu le jugement attaqué.

Sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Barbier:

« La Cour,

« En ce qui touche la recevabilité des actes des 6 avril 1853 et 1^{er} mai 1856, comme commencement de preuve par écrit:

« Considérant que l'acte nul, soit pour vice de forme, soit à raison de l'incapacité du souscripteur pour l'obliger autrement qu'avec l'autorisation d'un tiers, peut néanmoins être invoqué comme commencement de preuve par écrit, alors surtout que, comme dans l'espèce, il a pour objet la déclaration d'un fait personnel à celui qui l'a souscrit;

« Au fond, adoptant les motifs des premiers juges;

« Sans s'arrêter aux conclusions respectives des parties, à fin d'enquête;

« Confirme. »

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (4^e ch.).

Présidence de M. Poinot.

Audience du 24 mars.

PARTAGE. — SUCCESSION. — LOTISSEMENT. — HOMOLOGATION. — ERREUR. — DEMANDE EN RECTIFICATION. — REJET.

En matière de partage de biens successifs, l'erreur dans l'évaluation des lots ne peut être une cause de rectification ni de rescision, à moins que, se confondant avec la lésion, elle ne constitue un préjudice de plus du quart, dont l'un des copartageants ait alors le droit de se plaindre.

Après le décès de M^{me} veuve Baudouin, il est intervenu

entre MM. Baudouin frères et M^{me} Durr, ses trois enfants, un jugement du Tribunal civil d'Auxerre qui a ordonné les comptes, liquidation et partage de la succession de leur mère, et préalablement l'estimation et le lotissement des biens immeubles qui en dépendaient.

En exécution de ce jugement, le lotissement et l'estimation ont été faits par des experts commis à cet effet, lesquels ont dressé leur rapport, par lequel ils divisent en quatre lots les immeubles de M^{me} veuve Beaudouin, consistant en bois, dont deux pour M. Baudouin aîné, légataire de la quotité disponible, un pour M. Baudouin jeune, et un pour M^{me} Durr.

Ce rapport a été homologué par jugement du Tribunal d'Auxerre du 27 janvier 1857; les lots ont été tirés au sort le 4 mars suivant. Le premier et le deuxième sont échus à M. Baudouin aîné.

Lorsqu'il s'est agi ultérieurement de procéder aux comptes, liquidation et partage des valeurs mobilières, M. Baudouin aîné a prétendu que dans l'évaluation des réserves des deux parties de coupes n^{os} 17 et 18 qui avaient été exploitées en 1834, et qui faisaient partie des lots qui lui étaient échus, il avait été commis à son préjudice, dans le rapport homologué des experts, une erreur dont il a demandé la réparation; il a soutenu qu'en droit l'erreur était une cause de nullité des conventions; que l'erreur pouvait, dès lors, être une cause de rescision des partages, et que la jurisprudence et la doctrine s'accordaient pour reconnaître que l'erreur commise en pareil cas était réparable même après une liquidation homologuée.

Mais la demande de M. Baudouin aîné a été repoussée par jugement du Tribunal civil d'Auxerre du 24 février 1858, ainsi conçu :

« Le Tribunal, vidant son délibéré, continue à cette audience, jugeant publiquement :

« Quant au premier chef des réclamations du sieur Baudouin aîné :

« Attendu que, le demandeur, reconnaissant qu'en sa qualité tout à la fois d'héritier et de légataire de sa mère, il n'avait point intérêt à continuer le débat sur ce point,

« Le Tribunal lui en donne acte, ainsi qu'aux autres parties, et dit n'y avoir lieu à statuer;

« Quant au deuxième chef :

« Attendu que le sieur Baudouin demande la rectification du jugement homologatif du partage et du tirage au sort, par le motif que ce jugement aurait consacré à son préjudice une erreur commise par les experts dans l'évaluation des coupes n^{os} 17 et 18 de la forêt de Merry Vaux;

« En fait :

« Attendu qu'en effet il est certain que, malgré l'active assistance de M. Baudouin aîné aux opérations des experts sur le terrain, une erreur a été commise notamment dans la coupe n^o 18, dite du Gâté de Fardolles, comprise dans le lot advenu au demandeur; mais qu'il est constant aussi que chacun de ses cohéritiers ayant voulu, depuis le partage, vendre partie des biens à lui échus, n'a pu le faire qu'avec une différence notable sur les évaluations des experts;

« Qu'ainsi donc, en même temps qu'il y a exagération dans l'estimation des coupes n^{os} 17 et 18 de la forêt de Merry, il y a lieu de penser que la partie de l'expertise qui se réfère aux lots échus, soit à M^{me} Durr, soit à M. Alexandre, n'est point à l'abri d'un semblable reproche;

« En droit :

« Attendu que, si l'on peut admettre qu'il soit possible et possible au Tribunal qui a rendu une décision de rectifier dans son jugement une simple erreur de calcul matérielle, évidente, quand les éléments qui ont servi à former le résultat peuvent être révisés facilement et à première vue, de rectifier des énonciations inexactes ou incorrectes échappées à la rapidité de la prononciation ou de la rédaction, il n'en saurait être ainsi quand, pour arriver à la rectification, il est nécessaire de se livrer à des recherches, à un travail nouveau plus ou moins compliqué, qui peut à son tour être entaché d'erreurs nouvelles, et alors surtout que les choses ne sont plus entières;

« Attendu que, dans l'espèce, les experts ont, en fait, pour la deuxième partie seulement de la coupe n^o 18, dit le valon, mais qu'il n'est pas démontré et évident que ce soit la seule base de leur estimation; qu'il est possible que la nature, la valeur et la situation du terrain et d'autres considérations encore aient concouru pour former leur décision;

« Qu'ainsi les motifs qui les ont déterminés ont pu être complexes, d'autant plus qu'ils n'ont pas spécifié la valeur des arbres de réserve, pris isolément ou par catégorie;

« Qu'il s'agit donc à vrai dire, dans l'espèce, plutôt d'une erreur d'appréciation, quant à la valeur des deux coupes prises dans leur ensemble que d'une simple erreur de calcul; et que la rectification d'une pareille erreur n'est pas au pouvoir du Tribunal;

« Attendu, en effet, qu'aux termes des articles 1128 et 1131 du Code Napoléon, les majeurs ne sont restitués pour cause de lésion que dans les cas et sous les conditions formellement exprimées;

« Que l'article 887 du même Code, spécial pour la matière des partages, détermine les causes pour lesquelles il peut y avoir lieu à rescision entre cohéritiers, et qu'il les restreint aux cas de violence et de dol, et au cas de lésion de plus du quart;

« Que, lors de la discussion au Conseil d'Etat, il a été admis et consacré que, si tous les biens d'une succession ont été compris dans le partage, l'erreur de fait se confond avec la lésion, et que, si quelque objet a été omis, il suffira de demander, et il pourra être ordonné un supplément de partage;

« Que l'art. 887 n'est que l'expression exacte de cette doctrine; que le motif qui a inspiré une pareille disposition a été d'assurer la tranquillité des familles et de couper court à des difficultés qui ne reposeraient pas sur un intérêt suffisamment sérieux;

« Attendu que, dans l'espèce, on ne peut dire qu'il y a eu omission, puisqu'il est impossible d'indiquer un objet qui n'aurait point été compris dans le partage; que prétendre que les coupes n^{os} 17 et 18 n'y figurent pas pour leur valeur véritable, c'est rester dans le grief qui ne suffit pas pour que la rescision puisse être prononcée, le demandeur n'alléguant pas plus la lésion de plus du quart que le dol et la violence;

« Par ces motifs, déclare le sieur Baudouin aîné, mal fondé dans sa demande, l'en déboute, et le condamne aux dépens.»

M. Baudouin aîné a interjeté appel du jugement.

M^{re} Mathieu a soutenu cet appel.

M^{re} Dufaur, avocat de M^{me} Durr; M^{re} Houdaille (du barreau d'Avallon), avocat de M. Baudouin jeune, ont défendu le jugement.

Conformément aux conclusions de M. l'avocat-général Salé, la Cour a rendu l'arrêt suivant :

« La Cour,

« Adoptant les motifs des premiers juges, et considérant en outre que l'erreur dont l'appelant demande la rectification a sa source dans une surévaluation qui reconnaît des causes diverses et complexes; que, quels que soient les éléments d'appréciation des experts consignés nommément et exceptionnellement dans l'estimation d'une portion de lot, il ressort des documents du procès et du rapport même des experts, que la cause de l'erreur signalée dans l'évaluation de la coupe n^o 18 ne saurait pas à justifier la demande, puisque le nombre des arbres réservés n'est que l'un des éléments de l'estimation, et que cet élément, quoique le plus considérable, n'est pas défini et n'est plus susceptible de l'être avec une suffisante exactitude;

« Que la même cause alléguée dans l'estimation de la coupe n^o 17 n'est pas même appréciable, puisque le nombre des arbres réservés n'est pas donné dans le rapport; que l'estimation des autres lots argués par les intimés d'erreurs de même nature échapperait à la condition équitale de la rectification, parce que les arbres réservés n'ont pas été comptés;

« Que l'égale, qui est de l'essence des partages, en serait blessée;

« Confirme, »

COUR IMPERIALE DE METZ (ch. civile).

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Woishaye, premier président.

Audience du 30 mars.

CONTRAINTES PAR CORPS. — SOMME INFÉRIEURE A 1,500 FR. — APPEL DU CRÉANCIER AUQUEL LA CONTRAINTES A ÉTÉ REFUSÉE. — NON-RECEVABILITÉ.

Le créancier qui demande et obtient le paiement d'une somme inférieure à 1,500 francs n'est pas recevable à interjeter appel du chef du jugement qui a refusé de prononcer la contrainte par corps contre son débiteur.

Le sieur Maillard, ancien notaire, avait reçu, pendant son exercice, une somme de 1,200 francs d'un sieur Doyen; cette somme était destinée à un placement hypothécaire qui n'avait pas été fait. Sur la demande de Doyen, un jugement du Tribunal de Vouziers, en date du 6 janvier 1859, a condamné le sieur Maillard à restituer cette somme au sieur Doyen, mais il a refusé de prononcer contre Maillard la contrainte par corps qui était demandée en vertu de l'art. 2060 du Code Napoléon.

Cette décision, contraire à la jurisprudence généralement admise, est d'autant plus à remarquer qu'un précédent jugement du même Tribunal avait, dans des circonstances pareilles, condamné par corps le même sieur Maillard à restituer à un autre membre de la famille Doyen une somme supérieure à 1,500 francs, et que, sur l'appel de Maillard, la Cour impériale de Metz avait confirmé cette décision par arrêt du 22 juin 1858.

Appel du sieur Doyen, en ce que le Tribunal a mal à propos affranchi le sieur Maillard de la contrainte par corps.

Mais cet appel était-il recevable?

La Cour a résolu négativement cette question qui est très controversée.

Après avoir entendu M^{re} Boulangé pour l'appelant, M^{re} Limbourg pour l'intimé, elle a statué ainsi, par arrêt du 30 mars, sur les conclusions conformes de M. Gérard d'Hannocelles, substitut du procureur-général :

« La Cour,

« Attendu que les principes du droit commun veulent que les Tribunaux de première instance connaissent en dernier ressort des actions personnelles et mobilières qui ne dépassent pas la valeur de 1,500 francs;

« Attendu que la demande de Doyen est inférieure à ce chiffre;

« Attendu que l'appelant essaye de justifier la recevabilité de son appel par les dispositions de l'art. 20 de la loi du 17 avril 1832, et soutient qu'il est logique de ne pas refuser aux Cours impériales le droit d'apprécier, sur l'appel du créancier, une question qui eût pu leur être soumise par l'appel du débiteur;

« Attendu que dans la cause il ne s'agit pas pour les magistrats de déterminer selon leurs lumières propres les meilleures règles à établir en matière de compétence, mais de rechercher les véritables règles établies par le législateur et de faire respecter sa volonté;

« Attendu que la loi du 17 avril 1832, comme celle du 13 décembre 1848, a été conçue surtout dans un esprit favorable au débiteur; que notamment la section IV, dans laquelle se rencontre l'article 20, émettait à peu près exclusivement des mesures protectrices de la liberté;

« Attendu qu'en recourant à la discussion qui a précédé la promulgation de cette loi, on voit que les deux juristes, rapporteurs de la commission d'examen à la Chambre des Pairs et à la Chambre des Députés, Portalis et Parant, ont fait connaître que pour apporter un remède à l'erreur des juges qui auraient appliqué la contrainte par corps à des individus qui n'étaient point soumis à cette voie exceptionnelle, il fallait permettre l'appel à la partie condamnée au chef du jugement qui prononce la contrainte par corps;

« Attendu que si les expressions énergiques des rapporteurs de la loi se retrouvaient dans la loi elle-même, il faut reconnaître que la pensée de ces rapporteurs se reflète dans l'article 20 par des termes, sinon aussi positifs, du moins assez explicites pour montrer que la réciprocité n'a pas été admise au débiteur au créancier, et que ce dernier a été négligé et laissé sous l'empire du droit ordinaire;

« Attendu qu'en effet cet article ne forme qu'une seule phrase, et que le législateur, en autorisant qu'un appel, duquel il dit qu'il ne sera pas suspensif, exprime suffisamment que l'appel, qu'il permet, est celui qui est dirigé par le débiteur contre une sentence qui l'a frappé dans sa personne, et non l'appel qui serait interjeté par le créancier contre un jugement qui a refusé de porter atteinte à la liberté du débiteur; car ce dernier appel ne peut jamais devenir capable de suspendre, ou de ne suspendre pas, une mesure qui n'a point été ordonnée;

« Attendu que, d'un autre côté, il a été expliqué dans la discussion de la loi de 1832, que l'on voulait accorder exceptionnellement le droit d'appeler au débiteur, parce qu'il s'agissait pour celui-ci d'une chose indéterminée, qui est sa liberté; mais que dans les cas où le débiteur a été déclaré non sujet à la contrainte par corps, la chose indéterminée qui rend nécessaire le droit d'appel, c'est-à-dire le danger de perdre la liberté, n'existe pas, ou n'existe plus, et que, dès lors, on comprend que pour cette raison dérogatoire au droit commun, le législateur, abandonnant le principe de la réciprocité, n'ait pas jugé l'appel indispensable;

« Déclare l'appel de Doyen non recevable, et condamne celui-ci à l'amende et aux dépens.»

JUSTICE CRIMINELLE

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS (6^e ch.).

Présidence de M. Berthelin.

Audience du 8 avril.

LES DEUX CARTOUCHE. — CONTREFAÇON.

M. B. Maurice, élève de l'ancienne Ecole normale, comme il aime à se qualifier, eût été à coup sûr élève de l'Ecole des chartes, si cette école eût existé à sa sortie du collège. M. B. Maurice aime le vrai, le réel, l'histoire; que la fable lui donne des nausées; il ne croit aux dieux de l'Olympe que sur autographes, aux amours de Mars et de Vénus que sur un aveu de la belle déesse, contresigné par un juge d'instruction.

Est-ce que ce jugement sur M. B. Maurice serait téméraire? Il ne le pensera pas, car voici ce qu'il dit de lui-même dans le premier chapitre, servant d'introduction à son Histoire authentique de Cartouche :

Tout le monde a entendu parler de Cartouche, tout le monde en parle d'accord; mais personne ne le connaît. Moi, vieux rat de bibliothèques et d'archives, je me suis livré pendant six grands mois à un travail de bénédictin, uniquement pour avoir le plaisir de vous dire au juste ce qu'il a été.

Le vieux rat de bibliothèques a tenu parole; sur un cheveu retrouvé, une dent, une phalange de doigt, à la manière de Cuvier, il a reconstitué le célèbre bandit, non plus le Cartouche de fantaisie, le Cartouche de la légende à 4 sous vendu sur tous les quais, dans tous les villages, l'homme au chapeau à trois cornes, les cheveux en queue de rat, le jabot saillant, l'habit à la Louis XVI, tenant trois montres de la main gauche, un pistolet de la main droite, mais le vrai Cartouche, le Cartouche en chair et en os, celui qui commandait à une bande de deux mille voleurs, qui pendant quatre ans a été la terreur de Paris, et se jouait impunément de tous les efforts de la police.

Avant de lui son Histoire authentique de Cartouche, M.

B. Maurice le prend de haut. Selon lui, son livre ne sera pas seulement le recueil des faits et gestes d'un célèbre bandit, mais aussi un document historique, un nouveau flambeau qui jettera une vive lumière sur les mœurs d'une époque encore mal connue.

« Mon Cartouche à moi, dit-il toujours dans son premier chapitre, c'est bien un voleur aussi, un brigand fort extraordinaire, mais c'est en même temps quelque chose de plus curieux à étudier. C'est la personnification d'un pays et d'une époque; ce sont les mœurs des couches supérieures de la société déteignant en plus laid sur les couches infimes. L'échafaud du comte de Horn coudoie et explique l'échafaud de Cartouche. Un Papavoine, un Lacenaire, un Poulmann, peuvent se présenter à toutes les époques et dans tous les pays; Cartouche tel qu'il a réellement existé et régné pendant quatre ans, n'était possible qu'à Paris et sous la Régence.»

Quand un auteur a fait un livre de cette portée, il est tout naturel qu'il tienne à ce que l'honneur lui en revienne; aussi M. B. Maurice est-il jaloux de la paternité de son *Cartouche historique*, et l'apparition d'un autre Cartouche non moins historique lui a causé, d'abord, une immense surprise, puis, après réflexion, une immense dépit. Il a comparé son Cartouche à celui de l'éditeur Lebrun, publié en deux livraisons, avec planches et illustrations, dans un recueil périodique ayant titre les *Causées célèbres*; et après comparaison, il a pensé que le Cartouche Lebrun n'était que le calque de son Cartouche à lui, en d'autres termes, une contrefaçon.

Tel est la question dont le Tribunal est saisi par M. B. Maurice.

La parole est donnée à M^{re} Desmarest pour soutenir la plainte.

Le Tribunal, dit M^{re} Desmarest, a sous les yeux deux ouvrages de même étendue, d'environ trois cents pages chacun; il ne les lira pas à l'audience, ni moi non plus; et cependant il faut établir la similitude entre eux; j'espère que la comparaison de quelques extraits suffira pour établir cette similitude, et voici pourquoi.

La contrefaçon dont nous nous plaignons n'est pas une de ces imitations serviles qui ne demandent que la main d'un copiste; oh! non, l'auteur du *Cartouche-Lebrun* a été plus habile. Ce que nous mettons ici, il le met là, ce qui, chez nous, est au commencement, il le met au milieu ou à la fin; il ne suit pas notre plan, mais il le remplit de la même manière; il ne répète pas exactement nos phrases, mais il les reproduit avec quelques changements de mots, des équivalents, des synonymes; il a puisé aux sources que nous avons ouvertes, il a recourus à nos auteurs, il donne les mêmes citations, il raconte les mêmes anecdotes, il trace les mêmes portraits, si bien qu'après avoir lu son livre il se trouve qu'on a lu le nôtre, et vice versa.

Ceci est très habile, sans doute, c'est un tour de force, si vous voulez; ce sera pas un plagiat, mais ce sera toujours une contrefaçon, c'est-à-dire le vol, le vol habile, comme le pratiquent les héros de votre livre, qui, cette fois seulement, vous ainspirent.

J'arrive à mes preuves, c'est-à-dire à ma comparaison par extraits.

Le livre de M. Maurice commence par où il devait commencer, le portrait de Cartouche, bien différent de ce qu'on l'avait représenté jusqu'à lui, c'est-à-dire, beau, de haute taille, de grande mine, singeant les grands seigneurs, comme il convient à MM. les illustres brigands de mélodrames et d'opéras-comiques.

« Non, dit M. Maurice, le Cartouche réel, le Cartouche de l'histoire, n'avait pas cinq pieds... C'était, au physique et au moral, un vrai gamin de Paris, et de la pire espèce :

« Brun, sec, maigre, petit, mais grand par le courage, nous dit Granval, poète du temps, qui ajoute :

« Entreprenant, hardi, robuste, alerte, adroit. »

Et en preuve de ce qu'il avance, M. Maurice produit en tête de son livre un portrait de Cartouche, photographié par Nadar, l'habile artiste, sur un buste de Cartouche en cire découverte à la bibliothèque de Saint-Germain-en-Laye.

« Quant à des autographes, par exemple, ajoute M. Maurice, il ne faut pas nous en demander, et pour cause. Cartouche dont on a fait le prétendu élève des jésuites au collège de Clermont, le prétendu camarade de classe de Voltaire, Cartouche n'a jamais su lire, ni écrire, non, pas même signer son nom; il faisait sa croix, qu'en termes de greffe on appelle sa marque. »

Vous lirez, messieurs, le Cartouche-Lebrun et vous y retrouverez tout au long le portrait du Cartouche-Maurice. Je passe quelques pages, et j'arrive à une nomenclature de noms qui a coûté bien des recherches à M. Maurice, c'est celle des 366 complices de Cartouche.

« Ce serait, dit M. Maurice, une ennuyeuse litane que ces 366 noms, parmi lesquels on rencontre ceux de 133 femmes, plus d'un tiers, ce qui serait aujourd'hui une énorme proportion. Je vous en ferai grâce, mais je crois que vous me saurez gré de vous donner ici quelques-uns des petits noms de guerre, des sobriquets; ce sont :

« Pour ces messieurs : Bourguignon, le Beau-Parisien, Limousin, Provencal, le Suisse, le Suissois, le gros Picard, Bourbonnais, Lyonnais, le Craqueur, Patapon, la Marmotte, Petit Pierrot, Pierrot le Bossu, Va-de-bon-Cœur, le Peintre, la Plume, Belle-Humeur, la Lancette, Bel-à-Voir, le Capucin, le Matineux, Eveille-Chien, Bras-de-Fer, Gueule-Noire, Jambes-d'Echallas, la Douceur, l'Exécration, etc. »

« Pour ces dames : la Bonne, la Blanche, la Belle-Laitière, la Grande-Gazette, la Petite-Gazette, la Petite-Mion, la J.-unesse, la Brunette, Tapérou, la Grande-Jennette-Vénus, Margot de Versailles, la Grosse-Poulaille, Fleur-d'Epine, Margot Montieur, Margot la Religieuse, la Belle-Hôtesse, la Blanche, la Bastille, la Vache-à-Paniers, etc., etc. »

Le Cartouche de M. Lebrun donne tous ces noms, à quelques-uns près; M. Maurice le défie de lui dire où il les a pris ailleurs que dans son livre.

M. Maurice devait s'appliquer à rechercher l'origine vraie de Cartouche, à qui chacun de ses chroniqueurs en donnait une différente; voici la sienne :

« Louis-Dominique Cartouche est né à Paris, ou plus exactement aux portes de Paris, dans le mois d'octobre 1693, en un endroit que ses biographes appellent indifféremment la Courtille, la Fontaine des Echaudés et le Pont-aux-Choux. Ces diverses appellations qui, de nos jours, semblent se contredire, étaient également vraies, également exactes à la fin du dix-septième siècle. Le Paris de Louis XIV, comme celui de Henri IV, se terminait à la porte Montmartre, d'une part; à la Bastille, de l'autre. Tout ce qui se trouvait au-delà des boulevards du Nord était la campagne. De la Chaussée-d'Antin à la porte Poissonnière, cette campagne s'appelait les Porcherons; de la porte Poissonnière à Charenton, elle s'appelait la Courtille. Or, Cartouche, étant né dans la maison qui porte aujourd'hui le n^o 9 de la rue du Pont-aux-Choux, était venu au monde près de la Fontaine des Echaudés, et séparée seulement de la Courtille par la largeur du boulevard. »

« On s'est demandé si Cartouche était bien le nom de ce fameux brigand, ou si c'était un sobriquet, un nom de guerre. Nul doute n'est possible à cet égard : c'était bien son vrai nom, son nom de famille. »

L'auteur ajoute que depuis la mort de Cartouche, ce nom a complètement disparu, et qu'on le chercherait vainement dans l'Almanach des 400,000 adresses et ailleurs.

Or, tous ces détails sur l'origine de Cartouche, vous les retrouverez dans le livre de notre adversaire.

M. Maurice poursuit :

« Cartouche était le fils aîné d'un pauvre tonnelier, n'occupant qu'une très petite boutique; il eut deux frères, Louis Cartouche, dit Louison, pendu le 30 juillet 1722; François Cartouche, envoyé à l'hôpital général en correction, et une sœur, Marie-Antonette Cartouche, frappée de la même peine. »

Après avoir décrit la fable de son éducation au Collège de Clermont, il ajoute :

« Ce qui paraît plus vraisemblable, c'est que Cartouche courait la rue avec les enfants de son âge, jusqu'à l'âge de dix

ou douze ans, et que son père, qui avait trois autres enfants plus jeunes, se mit en devoir de lui apprendre son état. Cela ne faisait pas le compte de notre futur bandit; le moineau de la campagne. Un jour, qu'il était allé s'abattre à la foire Saint-Laurent, et que, craignant la réception qui l'attendait à la maison paternelle, il s'était résolu à passer la nuit à la belle étoile, le hasard le fit tomber dans la nuit à la foire de bohémien, lesquels, moitié de gré, moitié de force, l'entraînèrent à leur compagnie. Cette circonstance fortuite décida du sort du reste de sa vie. Il était petit, mince et cependant fort robuste; en peu de temps il devint un acrobate distingué; il apprit toutes sortes de tours d'adresse et d'agilité, et contraignit l'habitude de regarder comme lui appartenant tout ce sur quoi il pouvait étendre la main. »

Après quatre années de séjour chez les bohémien, Cartouche revient à Paris, retourne chez son père, y reprend quelque temps le métier de tonnelier; mais il ne tarde pas à s'en lasser, quitte son père, cette fois pour toujours, et commence cette carrière de vols et de brigandages qui lui a valu sa triste célébrité et la roue. C'est ici que nous entrons dans le chapitre des anecdotes, des aventures de cet homme extraordinaire, péniblement colligées par M. Maurice dans les bibliothèques, dans les archives, dans les greffes, et toutes reproduites dans le livre de M. Lebrun. Je commence par celle d'un marchand drapier :

« Un marchand drapier, d'autres disent un tailleur, n'importe, pourvu qu'il y ait l'étoffe d'une histoire, un marchand drapier, dis-je, par une belle nuit de décembre 1719, s'en allait par-dessus le pont Neuf piquer une tige dans la rivière; déjà il était monté sur le parapet, lorsqu'un bras vigoureux le retint par la jambe :

« — En! l'ami, êtes-vous fou? Il me semble qu'il fait quel- que peu froid pour prendre un bain dans la Seine! »

« — Monsieur, laissez-moi, je vous prie; je suis un mal- heureux, je veux me noyer, il le faut; il faut absolument que je me noie. »

« — Je ne vous dis pas non; mais, descendez un peu, et me contez votre affaire; si je n'y puis porter remède, il sera toujours temps de vous jeter à l'eau, la rivière ne s'en ira pas, que diable! »

« — Monsieur, je suis ruiné, on me mettra en faillite à la fin du mois; je n'y survivrai pas, je n'y veux pas survivre. »

« — Je pense bien que vous n'y survivrez pas, si vous vous suicidez à l'avance; mais, d'un autre côté, si vous payez, on ne vous mettra pas en faillite. »

« — Payer! vous en parlez à votre aise, et avec quoi? puisque je vous dis que je suis ruiné, complètement ruiné. »

« — Je vous dis, moi, de descendre, ou je vous pose par terre; vous me fatiguez la saignée à vous tenir comme cela en l'air... Là, à la bonne heure, prenez mon bras, et causons de bonne amitié... Combien devez-vous? »

« — Vingt-sept mille livres! »

« — Diable! c'est un beau denier! Ça, vous avez donc bien peur d'un joli petit bonnet vert et d'une heure de pitié? »

« — Monsieur, je suis un honnête homme! »

« — Vous me l'avez déjà dit; seulement, c'est fâcheux. »

« — Comment, c'est fâcheux! »

« — Oui... j'avais ma petite idée... Enfin, n'importe, il faut vous secourir sans que vous paraissiez vous en mêler; et, de fait, vous ne vous en mêlez pas; je tiens mon moyen! »

« — Monsieur, je ne comprends pas. »

« — Vous n'avez pas besoin de comprendre... Au contraire, si vous comprenez cela ne vaudrait plus rien du tout. Ecrivez à vos créanciers, dites-leur de venir demain soir à sept heures, chez vous, avec leurs pièces, que vous les payerez intégralement. »

« — Mais avec quoi, monsieur? »

« — Avec ce que je vous apporterai, apparemment. Mais, à propos, il me faut votre adresse... Bien; à demain, sept heures! En attendant, prenez ces trois mille livres, pour vous prouver que je ne veux pas me moquer de vous. »

« — Monsieur, vous êtes un ange du bon Dieu! »

« — C'est l'opinion générale; mais n'importe, bonne nuit! Et maintenant que vous avez l'argent, rentrez vite chez vous, les rues ne sont pas sûres. »

« Le lendemain, à sept heures du soir, Cartouche se rendit chez le marchand drapier, dont il trouva tous les créanciers réunis; pas un n'avait osé garder de manquer un pareil rendez-vous; presque tous avaient devancé l'heure. A chaque nouvel arrivant, le pauvre drapier avait été obligé de recommencer l'histoire attristée de son suicide de la veille. Aussi, dès que Cartouche entra, fut-il accueilli avec d'unanimes expressions de respect et d'admiration. Le drapier avait quelque peine à reconnaître son sauveur; le costume de celui-ci, grave et digne, tenait de l'abbé et du procureur; comme il faisait tout ce qu'il voulait de sa figure, il s'était, pour la circonstance, donné plus de cinquante ans, avec un petit air souffreteux et tout à fait débouillé. »

« Treve de compliments, messieurs, je n'en ferai aucun; l'argent que je vais avoir l'honneur de vous distribuer ne m'appartient pas; à proprement parler, je vous en donne ma parole d'honneur. Il sort de la caisse de certains jeunes gens de mes amis, dont la vie n'est pas absolument des plus régulières, et qui veulent s'assurer ainsi les prières d'un honnête homme; car c'est un homme, n'est-ce pas, que monsieur? »

« Chacun des créanciers, unanimes à vanter l'honneur, la probité, les vertus du débiteur qu'ils allaient unanimement mettre en faillite à la fin du mois, et que la veille encore ils avaient contraint au suicide. Les jeunes gens, si dignement représentés par ce monsieur, n'auraient jamais pu faire un meilleur emploi de leur argent; nul doute qu'il ne leur eût été beaucoup pardonné pour cette bonne œuvre; d'autant plus que tous, et chacun des créanciers, s'engageaient à joindre à cette intention leurs prières à celles du drapier. »

« A ce comble, reprit Cartouche ouvrant son portefeuille, tout le monde y gagnera; mais il se fait tard, procédons à notre petite affaire; il n'est pas sain de courir les rues, la nuit, avec des valeurs dans ses poches. »

« Assentiment unanime des créanciers; efflux de malédictions à l'adresse de Cartouche et de ses

